



Le pacte Royal

LA CHAMPIONNE DU PS n'a rien renié de ses propositions les plus controversées devant un public en liesse

ÉDITORIAL

Marc Chevanche



Pole position

Finalement, Ségolène Royal risque-t-elle « si gros », comme on l'a répété à satiété? Il était en fait peu vraisemblable que sa performance oratoire tourne au désastre. On oublie trop vite qu'elle est habituée à la parole publique et, surtout, combien elle est littéralement habitée par la passion de son entreprise présidentielle. Le premier objectif de Ségolène Royal cette semaine, était de rassembler le Parti socialiste et, avec lui, d'imprimer à sa campagne un nouveau ressort. Cet objectif est sans doute atteint. On remarquera, d'ailleurs, qu'elle embarque tout son petit monde sans renier rien de ce qui avait pu indisposer certains. L'encadrement militaire des primodélinquants, la carte scolaire à remanier, les jurys citoyens, les discours sur l'ordre juste et la démocratie participative, tout est là, qui reste et qui conserve la singularité de la candidate. Le deuxième objectif de Ségolène Royal c'était de répondre aux interrogations sur sa capacité à traiter des « grandes » questions et à leur apporter des réponses sérieuses et consistantes. On pourra continuer de discuter abondamment sur le sérieux et surtout sur le coût des solutions qu'elle avance, mais on ne pourra plus soutenir qu'elle esquivait les « grands » problèmes. Économie, entreprise, questions de société, Sécurité Sociale, institutions, Europe et vaste monde ont constitué la matière de son discours fleuve.

On remarquera que pas une seule fois Ségolène Royal n'a prononcé le mot de socialisme et que, comme Nicolas Sarkozy, une heure auparavant, elle a dit s'adresser à tous les Français. C'est que, pour l'un comme pour l'autre, le problème n'est plus de rassembler son camp. Droite et gauche savent bien respectivement qui sont leurs candidats et qu'ils seront au second tour. Empruntons alors au lexique des amateurs de Formule 1 pour dire ce qui se joue désormais entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal : ils roulent pour la « pole position ».

Photos AFP et Reuters

Cornes de brume, musique techno et chants de victoire : dans une ambiance survoltée, la gauche socialiste et républicaine a manifesté à grand bruit son unité hier derrière sa candidate Ségolène Royal et son « pacte présidentiel ».

Dans le Palais des expositions de Villepinte en banlieue nord de Paris, ils étaient tous là, au premier rang – excepté Lionel Jospin qui avait apporté son soutien dans la semaine. Fabius et DSK, rivaux malheureux de la primaire interne, ou encore Chevènement (MRC), pourtant depuis 15 ans en froid avec les socialistes. Avaient aussi pris place Rocard et Martine Aubry, qui ont souvent eu des mots durs

pour la candidate... Et bien sûr les proches, François Hollande, Jack Lang, Yvette Roudy, Jean-Marc Ayrault, Jean-Louis Bianco, et des personnalités comme Philippe Torreton, Lambert Wilson, Ariane Mnouchkine, Pierre Bergé...

La candidate, montée sur l'estrade sous les vivats, arborait les couleurs de la gauche, portant veste rouge et jupe assortie. « Plus jamais la politique ne se fera sans vous! », a assuré la championne socialiste à l'assistance, qui scandait : « Ségolène présidente! ».

Solennelle, statique et parfois visiblement émue, elle a su souvent soulever sa salle : « At-on porté remède au pré-

cariat? », demande-t-elle. « Non! », rugit le public. « Aux discriminations? ». « Non! ». Et l'émotion la gagne lorsqu'elle déclare : « Je veux, en tant que mère, pour tous les enfants qui naissent et grandissent en France, ce que j'ai voulu pour mes propres enfants ». Le moment le plus applaudi. Elle achève son discours radieuse, apparaît alors son nouveau slogan, en lettres rouges : « Plus juste, la France sera plus forte ».

« Pas la machine à promesses »

Si elle a dévoilé un inventaire de cent mesures, elle s'est défendue d'avoir lancé la machine à promesses.

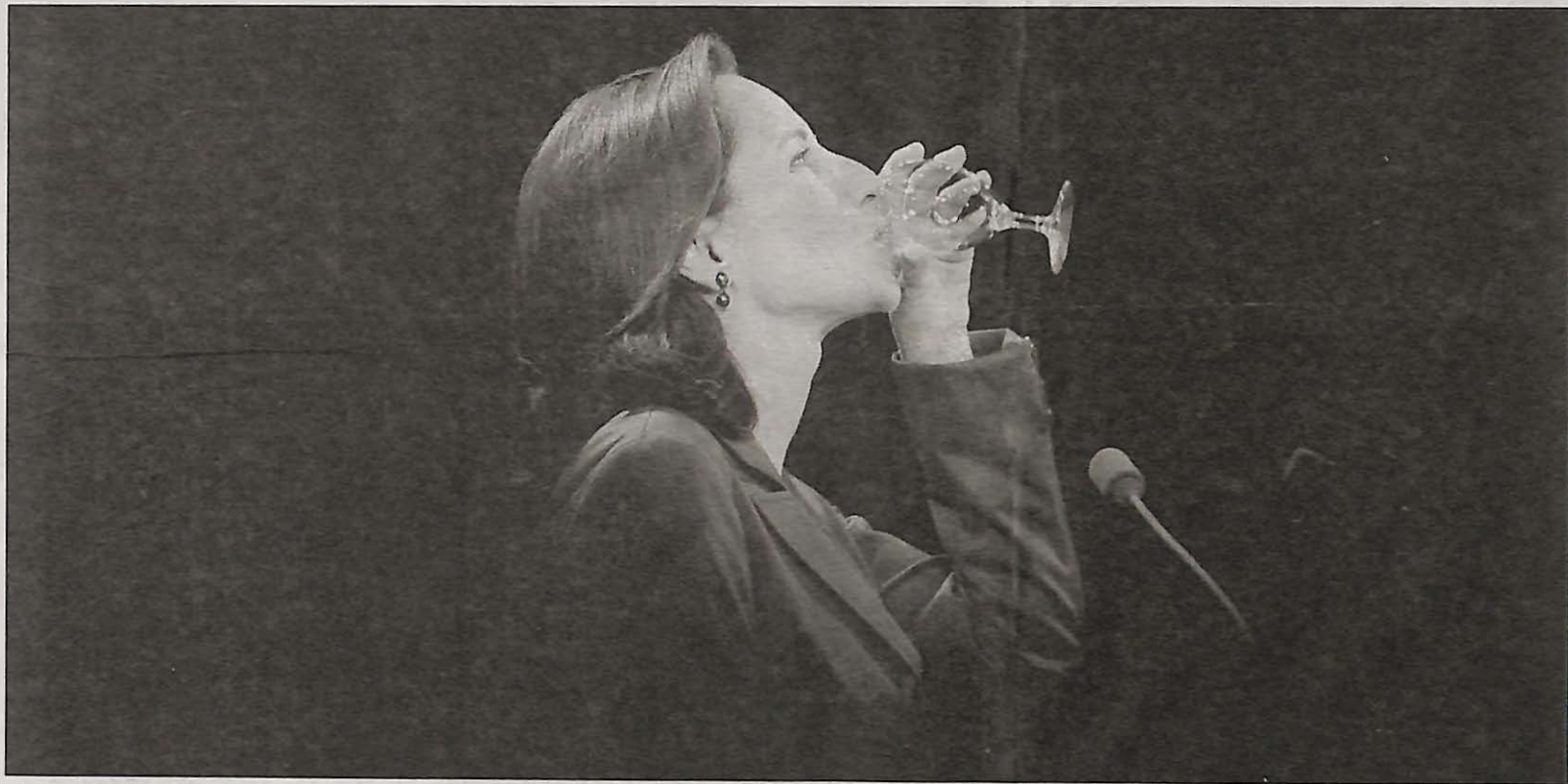
Très directe et fidèle à sa

marque de fabrique, la « démocratie participative », elle est sortie plusieurs fois d'un texte écrit pour improviser. Et c'est de la situation économique, de la dette « insoutenable » et des entreprises qu'elle a voulu parler d'abord. Manière, à grand renfort de chiffres, d'afficher une crédibilité que la droite lui conteste. Elle a aussi énormément insisté sur les priorités du PS, comme le logement, l'éducation, « encore et toujours », « la sécurité sociale professionnelle », ou encore l'écologie. Mais elle n'a pas chiffré ses propositions. Accablant la droite, elle a décrit, le poings serrés, « des vies brisées, des familles humiliées, des destins marqués du sceau

d'une malédiction qui ne dit pas son nom ».

Mais aussi et surtout – car c'est de là que vient la seule surprise – Ségolène Royal n'a rien concédé de ses positions parfois iconoclastes, qui prennent à rebrousse-poil l'idéologie socialiste traditionnelle : encadrement militaire des délinquants, révision de la carte scolaire, régionalisation poussée face à l'Etat jacobin.

Elle a ensuite appelé ses troupes à la mobilisation. « Je compte sur chacune et chacun d'entre vous pour porter haut et fort la parole que je viens de vous donner », a-t-elle conclu, restant de longues minutes sur scène, seule et silencieuse...



“ 100 propositions ” à la manière de Mitterrand

Dans un document de 18 pages, Ségolène Royal propose un « pacte présidentiel » de « 100 propositions ». Ceci n'est pas sans rappeler les 110 propositions qu'avaient présentées François Mitterrand en 1981. Elle a commencé à les dévoiler :

☞ Délinquance des mineurs

– Développement de centres éducatifs renforcés, si besoin avec un encadrement militaire pour extraire les mineurs de la délinquance.

– Enseignement de la civilité aux enfants, avec des programmes d'éducation au respect de l'autre.

☞ Éducation

– Révision de la carte scolaire pour supprimer les ghettos scolaires et assurer la mixité sociale.

– Si nécessaire, présence d'un deuxième adulte dans les classes.

– Scolarisation obligatoire dès trois ans.

– Soutien scolaire gratuit assuré par des « répétiteurs ».

– Limitation à 17 élèves par classe en CP et en CE1 dans les ZEP.

– Dotation aux établissements par élève en difficulté portée à 25 % de plus que la dotation ordinaire.

– Allocation d'autonomie « sous conditions de ressources ».

☞ Salaires et retraites

– Hausse du Smic à 1500 euros.

– + 5 % pour les petites retraites.

– Minimum vieillesse mensuel.

– Paiement des retraites de la Sécu au premier jour de chaque mois.

– Doublement de l'allocation de rentrée scolaire, versée aux familles en 2 fois.

☞ Logement

– « Sécurité logement tout au long de la vie », avec limitation du coût du logement pour les ménages modestes à 25 % des revenus.

– Hausse des allocations logement.

– Construction de 120000 logements sociaux par an. L'Etat pourra se substituer aux maires qui n'appliquent pas la loiSRU.

– Logements vacants spéculatifs remis à la location, voire acquis par les communes.

– Extension des prêts à taux zéro.

– Accession à la propriété des locataires ayant payé 15 ans de loyer.

– Sanction financière pour les communes ne respectant pas « un ratio moyen de un pour 1000 habitants » pour l'hébergement d'urgence.

☞ 35 heures

– Négociations pour déterminer comment on peut consolider cet acquis et réduire ses effets négatifs pour les ouvriers et les employés.

☞ Démocratie participative

– Une pétition avec un million de signatures permettra aux citoyens de demander au Parlement l'examen d'une proposition de loi.

☞ Économie

– Priorité à l'investissement des entreprises avec un taux d'impôt sur les sociétés plus bas si le bénéfice est réinvesti et plus haut s'il est distribué aux actionnaires.

☞ Emploi

– Conditionner les aides publiques aux entreprises à l'engagement de ne pas

licencier quand l'entreprise dégage des profits substantiels et obtenir le remboursement en cas de délocalisation.

☞ Santé

– Mise en oeuvre d'une carte santé 16/25 ans ouvrant droit à la gratuité d'une consultation par semestre.

– Rétablissement des moyens supprimés par la droite pour les soins aux étrangers en situation irrégulière.

☞ Institutions

– Une part de proportionnelle pour les députés.

– Suppression du vote bloqué et du 49-3 pour les lois ordinaires.

– Droit de vote pour les élections locales aux étrangers séjournant régulièrement en France depuis plus de cinq ans.

☞ Immigration

– Régulariser les sans-papiers à partir de critères fondés sur la durée de présence en France, la scolarisation des enfants et la possession ou la promesse d'un contrat de travail.

La candidate socialiste décrète l'urgence dans les banlieues

Parce que « rien ou presque rien n'a été fait » depuis la crise des banlieues, Ségolène Royal a tiré hier la sonnette d'alarme, prédisant que si rien n'est fait, « la France entrera en crise » avec des « émeutes d'une violence extrême ». Face à l'« urgence », elle a promis « d'empoigner le problème à bras-le-corps ». « Où en sont-ils, les quartiers, un an après les émeutes ? », s'est interrogée la candidate du PS. « Est-ce parce qu'on les entend moins, est-ce parce que la machine à images a cessé de s'intéresser à eux et de concentrer sur eux son faisceau de lumière, que le problème est résolu ? », a-t-elle lancé. « Rien, ou presque rien, n'a été fait ».

« Il y aura des gestes de désespoir »

Si aucune mesure n'était prise, elle a prédit des « émeutes d'une violence extrême, et qui ne seront plus limitées aux seuls quartiers dits sensibles ». « Il y aura des

gestes de désespoir radical, des actes de nihilisme sans pareil, qui laisseront les pouvoirs publics sans ressource et sans voix », a-t-elle craint. « La France entrera en crise ».

Des solutions : « J'en fais le serment »

Face à l'« urgence », la prétendante à l'Elysée a dit avoir la « ferme volonté d'empoigner ce problème à bras-le-corps ». Elle a lancé « Je ne peux pas imaginer qu'il suffise d'envoyer des bataillons de police ou de gendarmerie », à l'attention de son rival de l'UMP et ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy.

« Je sais que je réussirai à trouver des solutions et à empêcher de nouvelles explosions ». Elle a promis « J'en fais le serment », sous les applaudissements des quelque « 20000 » participants annoncés par les organisateurs.

Au volet sécurité, Ségolène Royal a promis de créer « des polices de quartier ».

Elle a affiché sa volonté de répondre « dès la première incartade » d'un jeune par une sanction « ferme, rapide et proportionnée ». Elle compte notamment « développer toutes les formes d'encadrement, y compris militaire dans des chantiers humanitaires ».

Elle a aussi proposé de créer des « emplois parents », de mettre en place « partout » des « mini-internats urbains » pour « les jeunes qui ont décroché de l'école ».

Enfin, au-delà du volet répressif, elle a insisté sur la nécessité d'« entendre le malaise que cette violence exprime ». Il ne faut pas traiter les délinquants « comme des sauvages ou des barbares », a-t-elle souhaité, déplorant « le manque de considération envers certains jeunes ». Et de conclure : « Je veux que la France aime sa jeunesse et exerce sur elle une juste autorité pour lui permettre de grandir ».



Exit le traditionnel fond bleu barré de nuées blanches, la prétendante à l'Elysée s'est exprimée devant un fond gris uniforme, illuminé par sa tenue rouge, une veste de tailleur sur une jupe fluide. Sur les six écrans géants, s'affichait alors son slogan : « Plus juste, la France sera plus forte ».

Référendum sur les réformes des institutions six mois après l'élection présidentielle

Ségolène Royal a proposé d'organiser un référendum sur les « réformes démocratiques » des institutions françaises six mois après l'élection présidentielle. La candidate socialiste a promis d'instaurer le mandat unique, de réformer le Sénat et de supprimer l'article 49.3 qui permet de faire adopter une loi sans vote à l'Assemblée. Elle a également prôné la mise en place de jurys de citoyens et de budgets participatifs.

Pour renforcer la « démocratie sociale », la candidate de gauche propose de créer un crédit d'impôt pour les cotisations syndicales et veut fonder la représentativité sur l'élection et l'accord majoritaire.

La candidate a expliqué : « Dans les six mois qui suivront l'élection présidentielle, je consulterai le peuple français sur ces propositions de réformes démocratiques de nos institutions ».

« Vigilante » avec la Chine « Intraitable » avec la Russie

Ségolène Royal s'est engagée hier, si elle était élue présidente de la République, à ce que la France soit « à la pointe de la vigilance sur le non-respect des droits humains » en Chine. Elle a également promis d'être « intraitable » sur cette question à l'égard de la Russie. Elle a souligné : « La Chine est autre chose qu'un géant économique. Ce sera bientôt un géant politique. Je voudrais que la France fût l'une des premières à percevoir cette montée en puissance de la

Chine, et en tire toutes les conséquences. Mais je voudrais aussi qu'elle soit à la pointe de la vigilance sur le non-respect des droits humains, ou des droits de l'Homme comme on le voudra, en Chine ».

Partenaire sans complexe pour les Etats-Unis

La prétendante à l'Elysée a ensuite expliqué : « La France que j'aime et à laquelle je crois doit se montrer intraitable dans les valeurs liées à sa tradition d'humanisme et

de Lumières ». S'agissant de la Russie, qui « appartient de plein droit », selon elle, à « l'espace de la civilisation européenne », elle a affirmé : « Je serai une présidente intraitable lorsqu'il s'agira de dénoncer les abus de droit, les entorses aux droits de l'Homme, voire les crimes de guerre en Tchétchénie ou l'assassinat, en plein Moscou, de cette femme d'exception, honneur de sa profession, que fut la journaliste Anna Politkovskaïa ».

Par ailleurs, la France doit

être pour les Etats-Unis « un partenaire solide, fiable, mais sans complexe ». Elle a ajouté que la voix de la France, de son point de vue, avait « sonné juste » en s'opposant à la guerre d'Irak.

Les Etats-Unis sont, d'après elle, « puissants, amicaux, généreux et aussi, comme l'histoire récente l'a montré, emportés parfois jusqu'à l'erreur par le poids même de leur

puissance ». Enfin, l'Afrique est selon la candidate PS victime d'une économie mondiale « débridée », du manque de démocratie et des guerres, et elle « doit devenir une priorité pour la France et l'Europe ». Et de conclure avec un appel à une intervention « pour que s'arrête le massacre » dans la province soudanaise du Darfour.

ILS ONT DIT

Xavier Bertrand (UMP)

« Cette litanie de constats et ce catalogue de mesures n'expriment aucune politique d'ensemble susceptible de créer de la croissance et de l'emploi, donc du pouvoir d'achat », écrivait Rachida Dati et Xavier Bertrand, les deux porte-parole de Nicolas Sarkozy.

Philippe Douste-Blazy (UMP)

Le ministre des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy a jugé : « Nicolas Sarkozy fait aujourd'hui une vraie campagne de conviction, courageuse. De l'autre côté, on a un démarrage poussif de M^{lle} Royal et en même temps cette rigidité ».

Thierry Breton (UMP)

Thierry Breton a dénoncé « la litanie de cent mesures qui coûtent des milliards et des milliards ». Le patron de Bercy a jugé « impossible » la mise en œuvre de ces mesures et a jugé qu'elles étaient « d'ordie un peu punitif ». La paraphrasant, il a ajouté : « Si on investit pas, on est puni ; si on n'augmente pas les salaires, on est puni ; si les élus locaux ne marchent pas droit, ils sont punis. Cette France de la punition n'est pas la France dont on a besoin pour rétablir la confiance ».

Marie-George Buffet (PCF)

Les cent propositions de Ségolène Royal ne proposent « aucune rupture avec les politiques libérales que notre peuple subit depuis des années », a déploré Marie-George Buffet. Même si elle approuve plusieurs propositions, la dirigeante communiste estime qu'elles sont « très loin des exigences » et demeurent même « en retrait sur les propositions du PS ».

Jean-Marie Le Pen (FN)

Le président du Front National, Jean-Marie Le Pen, a comparé hier le programme de Ségolène Royal, à un « catalogue de volontés » comportant « un certain nombre de propositions hautement démagogiques ». Et de commenter : « Si l'opinion se satisfait de ce catalogue de volontés, elle n'a pas beaucoup d'appétit ».

Arlette Laguiller (LO)

La candidate de Lutte Ouvrière à la présidentielle, Arlette Laguiller, juge que ce pacte n'était « pas un programme », mais « d'abord une description, pour l'avenir, une incantation ». Elle observe que la candidate socialiste avait « tenu à affiner qu'elle s'adressait à tous les Français (...) Mais il est impossible de satisfaire à la fois les exigences du grand patron et celles des classes populaires ».

FLORILÈGE CHEZ LES SOCIALISTES

De la « belle aventure » promise par François Hollande au « vrai rebond » de Jack Lang, voici un florilège des déclarations au discours de Ségolène Royal :

– **Arnaud Montebourg, député PS** : « Ségolène Royal est habitée par la France ».

– **Jack Lang, conseiller spécial de Ségolène** : « Ça a vibré fort (...) ».

– **Pierre Moscovici, député européen PS** : « C'est un discours qui a une vision (...) ».

– **Jean-Paul Huchon, président d'Ile-de-France** : « Je l'ai trouvée

assez libérée émotionnellement ».

– **David Assouline, sénateur PS** : « Ça permet de mettre bout à bout les trois étages de la fusée des propositions ».